

Service environnement - Services vétérinaires
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 Grenoble Cedex 1

Le 22/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LE PEROUX

Monsieur TRAVERSIER
Lieux dit les chevaux et Chirouze
38840 Saint-Lattier

Références : DDPP 38-2024-03018
Code AIOT : 0053800478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement EARL LE PEROUX implanté Monsieur TRAVERSIER lieux dit les chevaux et Chirouze 38840 Saint-Lattier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LE PEROUX
- lieux dit les chevaux et Chirouze 38840 Saint-Lattier
- Code AIOT : 0053800478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'EARL Le Peroux existe depuis 1999. Elle a été reprise en 2007 par Richard Traversier, actuel associé et gérant de l'EARL. Cette exploitation dispose à ce jour de 4 bâtiments (4 015 m²) répartis sur 2 sites localisés à proximité l'un de l'autre, aux lieux-dit « les chevaux » et « Chirouzes » à Saint-Lattier. L'EARL fonctionne en intégration et récupère des poussins âgés de 1 jour. Elle élève des poulettes dans les bâtiments P2 et P3 (le bâtiment P1 ne leur appartient pas) au lieu-dit « les chevaux ». Ces dernières sont ensuite élevées en poules pondeuses dans les bâtiments P4 et P5 au lieu-dit « Chirouzes » si les bâtiments sont libres. Dans le cas contraire, les poulettes sont vendues et l'exploitant achète directement les poules pondeuses. Les poules pondeuses sont élevées jusqu'à 12-13 mois avant d'être réformées. Les fientes de l'ensemble des bâtiments d'élevage sont récupérées et épandues.

L'EARL dispose d'une autorisation pour la détention et l'élevage de 48 000 animaux équivalents volailles. L'activité du site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°82-3283 du 27 avril 1982, l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-08246 du 1^{er} octobre 2009 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012137-0035 du 16 mai 2012. L'élevage est soumis à la directive IED. Les sites sont également soumis à l'arrêté ministériel du 27/12/2013.

L'exploitation est actuellement constituée de 3 associés (les parents de Ludovic Traversier et lui-même) et de 3 salariés (un second fils Traversier, un apprenti et un stagiaire). L'EARL exploite également 100 ha de céréales et 70 ha de noyers. Elle peut embaucher jusqu'à 30 salariés en saison estivale pour la partie grande culture.

Seul l'intérieur du bâtiment P3 a été inspecté (poulettes). Les abords de tous les bâtiments ont été inspectés.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie et affichage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
6	Installations électriques et réseau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
7	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Stockage et rétention	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande d'action corrective	6 mois
10	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	AP Complémentaire du 16/05/2012, article 1.1	Sans objet
3	Lutte contre les nuisibles	AP Complémentaire du 16/05/2012, article 9	Sans objet
4	Accès véhicules à l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. Des faits contraires aux prescriptions applicables ont été relevés, auxquels l'exploitant doit être en capacité de remédier rapidement. Une attention particulière devra être portée sur les non-conformités déjà signalées lors de l'inspection ICPE précédente de juillet 2021 notamment sur les contrôles annuels des extincteurs et des installations électriques, le relevé de la consommation en eau du site et la déclaration GEREPE obligatoire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2012, article 1.1
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'EARL le Péroux dont le siège social est situé à « le Péroux » CHATILLON SAINT JEAN (26) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de l'élevage de 48 000 équivalents volailles sur le territoire de la commune de SAINT LATTIER (38), aux lieux dit « les chevaux » et « Chirouzes ».
Constats : Conforme : Les dernières mises en place des bâtiments d'élevage sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le 2 avril 2024 : bâtiment P2 et P3 : 15 000 poulettes chacun (les poussins de 1 jour sont élevés au départ dans un seul bâtiment puis répartis dans les bâtiments P2 et P3 au fur et à mesure de leur croissance.)• le 15 septembre 2024 : bâtiment P4 : 4 250 poules pondeuses,• le 20 novembre 2023 : bâtiment P5 : 12 000 poules pondeuses, soit un total de 46 250 animaux équivalents volailles. Le jour de l'inspection, chaque bâtiment détenait : <ul style="list-style-type: none">• 29 870 pour les bâtiments P2 et P3• 4020 pour le bâtiment P4• 11 977 pour le bâtiment P5 soit un total de 45 867 animaux équivalents volailles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation

est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.
L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Le plan mentionné aux points I et II du présent article peut être le même document, rassemblant alors l'ensemble des informations demandées.

Constats :

Non conforme :

I. L'exploitant ne dispose pas de plan du site recensant la localisation et la quantité des matières combustibles ou dangereuses du site, ni les toitures du site en fibrociment. L'exploitant utilise un produit désinfectant et désodorisant en bidon de 1L dans les bâtiments avec litière. Actuellement, le site n'emploie pas de liquides inflammables. Le nettoyage des bâtiments est réalisé par une entreprise extérieure qui amène ses propres produits.

II. L'exploitant ne dispose pas de plan du site recensant les zones à risques (citerne de gaz pour les poussins du bâtiment P2 ou transformateur par exemple). Aucun des bâtiments d'élevage n'est équipé de panneaux photovoltaïques en toiture.

L'interdiction d'apporter du feu n'est pas précisée à proximité des zones à risques .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir un plan de ses sites d'élevage recensant la localisation et la quantité des matières combustibles ou dangereuses ainsi que les zones à risques du site, tel que la réserve de gaz, les toitures en fibrociment et le transformateur.

Ce plan pourra être adressé au service de secours ou à défaut, être tenu à leur disposition à tout moment.

Des panneaux d'interdiction d'apporter du feu dans les zones à risques doivent être mis en place sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Lutte contre les nuisibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2012, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de dératisation
Prescription contrôlée : L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.
Constats : Conforme : L'exploitant ne dispose pas de contrat de dératisation. Il relève les boîtes tous les mois lui-même et rajoute de l'appât si besoin (pâte bleue). Ce produit est non inflammable, non explosif. L'exploitant dispose des fiches de données sécurité des appâts utilisés. L'exploitant ne dispose pas de moyens particuliers de désinsectisation mais ne rencontre pas de problème à ce niveau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès véhicules à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
Constats : Conforme : Tous les bâtiments sont accessibles aux services d'incendie et de secours : les sites ne sont pas clôturés et disposent de voies d'accès carrossables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Conforme :

Les bâtiments d'élevage P2 et P3 disposent d'un poteau incendie situé à moins de 200 m des bâtiments. Ce poteau a été mis en place en 2021.

En cas d'incendie sur les bâtiments P4 et P5, une réserve souple de 240 m³ est disponible. Le réseau d'irrigation pourra également être utilisé en complément le cas échéant (pression de 40 à 50 m³/h d'après l'exploitant).

L'inspection a constaté la présence d'extincteurs, dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre, à l'entrée des bâtiments P2, P3 et P5 (le bâtiment P4 n'a pas été inspecté). Le contrôle des extincteurs a été fait en juin 2024 (NB : le précédent datait de 2020).

Le site dispose d'une coupure de gaz identifiée sur le bâtiment P2.

Non conforme :

Le débit du nouveau poteau incendie installé à proximité des bâtiments P2 et P3 n'est pas connu de l'exploitant.

La coupure électrique généralisée des 4 bâtiments d'élevage des 2 sites se trouve sur le site « les chevaux », à proximité du bâtiment P2. Selon les dires de l'exploitant, au même endroit, chaque bâtiment dispose de sa propre coupure d'électricité. La signalétique de localisation des coupures d'électricité (générale et par bâtiment) n'est pas identifiée.

L'exploitant ne dispose pas de plan des deux sites mentionnant la localisation des coupures d'électricité et de gaz.

Les numéros de téléphone d'urgence ne sont pas affichés dans les bâtiments d'élevage. Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation ne sont pas affichées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit adresser à l'inspection la pression du poteau incendie situé à proximité des

bâtiments P2 et P3.

L'exploitant doit mettre en place :

- une signalétique des coupures d'électricité (générale et par bâtiment) pour les services de secours et d'incendie sur les installations concernées,
- un plan des deux sites mentionnant la localisation des coupures d'électricité et de gaz,
- les numéros de téléphone d'urgence à l'entrée de chaque bâtiment d'élevage,
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

L'inspection rappelle à l'exploitant que le contrôle des extincteurs doit être fait tous les ans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Installations électriques et réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de réserve de fioul ou autre carburant sur les sites « les chevaux » et « Chirouzes ».

Non conforme :

L'exploitant n'a pas fourni de rapport de contrôle des installations électriques, au titre du code du travail bien que l'EARL emploie des salariés. Une attestation de conformité électrique ne peut pas servir de rapport de contrôle, tel qu'attendu par la réglementation relative aux établissements recevant des travailleurs (ERT).

Conforme :

La dernière vérification de l'installation gaz date de 2023. L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance pour l'entretien de la citerne de gaz. Les extincteurs ont été contrôlés en juin 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire contrôler annuellement ses installations électriques au regard de la

réglementation relative aux établissements recevant des travailleurs (ERT).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Accès aux installations. L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.
Constats : Non conforme : Les sites ne disposent pas de dispositif indiquant l'interdiction d'accès aux installations. Les sites ne sont ni clôturés, ni fermés et sont en accès libre. Les bâtiments d'élevage sont fermés à clé cependant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un affichage/pancarte indiquant l'interdiction d'accès aux sites à toute personne étrangère à l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Stockage et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2024, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...]
Constats : Le nettoyage des bâtiments est réalisé par une entreprise extérieure qui amène et utilise ses propres produits de nettoyage.

Non Conforme : L'exploitant ne stocke pas de produits ou liquide inflammable sur le site. Cependant, il utilise du saniterpen (désinfectant odorisant) en bidon d'un litre pour les litières. Ce produit est stocké à l'entrée de chaque bâtiment d'élevage. C'est un produit corrosif et dangereux pour l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le bidon de produit désinfectant doit être placé sur une rétention de même volume (1 litre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Constats : Non conforme : L'eau utilisée pour l'abreuvement des animaux et le nettoyage est issue d'un forage localisé à proximité du bâtiment P5. Il ne dispose pas d'un compteur. La consommation en eau des bâtiments n'est pas enregistrée. Cependant, selon les dires de l'exploitant, l'abreuvement des volailles est vérifié tous les jours, notamment pour le suivi sanitaire des animaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • installer un compteur sur le forage alimentant en eau les bâtiments d'élevage, • relever la consommation en eau des deux sites (hebdomadairement ou mensuellement selon sa consommation en eau journalière).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Directive IED
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conforme : L'exploitant n'a fait aucune déclaration GERP depuis 2020 sur ses émissions atmosphériques d'ammoniac de son élevage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit chaque année (premier trimestre) faire sa déclaration GERP via la plateforme en ligne : https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr.</p> <p>L'inspection a réinitialisé le compte de l'exploitant pour que ce dernier puisse y accéder.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>